

• Politique de santé	2
• Santé publique	2
• Actualité sanitaire	3
• Prévention sanitaire	3
• Recommandations sanitaires	4
• AP-HP	4
• Organisation hospitalière	4
• Professions sanitaires et sociales	5
• Travail – Sécurité du travail	6
• Questions sociales – action sociale	6
• Société	8

Contact : jocelyne.esch@aphp.fr

Politique de santé

- Lancement des travaux de la stratégie nationale de santé 2017, 18 septembre 2017

Le Haut Conseil de la Santé Publique a remis aujourd'hui à la ministre des Solidarités et de la Santé un [rapport](#) sur l'état de santé des Français, marquant ainsi le début des travaux de la stratégie nationale de santé 2017.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Haute autorité de santé - Rapport d'activité 2016, septembre 2017

Ce rapport annuel d'activité revient sur les principaux faits marquants de l'année 2016 notamment les principaux travaux et productions des services et 3 commissions réglementaires qui évaluent les médicaments, dispositifs médicaux, actes, et procèdent aux évaluations médico-économiques.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Tourisme de santé – Parlement européen, 5 septembre 2017

Le Comité Transport et Tourisme du Parlement européen a commandité une étude publiée en août 2017 sur le tourisme de santé dans les 28 pays de l'Union européenne. L'étude concerne trois composantes : médical, bien être et thermalisme. Du fait du caractère limité, fragmenté et souvent peu fiable des données, et en raison également des définitions différents, il est difficile d'estimer la taille et la croissance du tourisme de santé.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- Déserts médicaux : comment les définir ? Comment les mesurer ?, 11 mai 2017

Dossiers de la DREES n° 17 - Les vifs débats actuels sur l'accès aux soins, cristallisés autour de la notion de « déserts médicaux », posent une question centrale de mesure et de définition de termes communs. Ce dossier rassemble les éléments chiffrés disponibles et vise à poser quelques jalons dans la recherche de définitions partagées rendant possible l'objectivation.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Maladies rares : le réseau national des centres de prise en charge, 18 septembre 2017

Les maladies rares concernent plus de 3 millions de nos concitoyens et environ 25 millions de personnes en Europe. La France, grâce au rayonnement de sa médecine et de sa recherche, à la forte mobilisation des familles, des associations, des professionnels de santé et médico-sociaux, a mis en place un dispositif exemplaire pour la prise en charge des personnes malades et de leur entourage.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Référentiel des indications des spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste en sus, 13 septembre 2017

Au sein des établissements de santé, la liste en sus permet la prise en charge par l'assurance maladie de spécialités pharmaceutiques, pour certaines de leurs indications thérapeutiques, en sus des tarifs d'hospitalisation, lorsque ces indications présentent un caractère innovant. Cette liste est fixée par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale et précise les seules indications concernées, conformément à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)



Santé publique

- La santé et l'accès aux soins des migrants : un enjeu de santé publique, 5 septembre 2017

BEH n°19-20/2017.

[Source : invs.santepubliquefrance.fr](http://invs.santepubliquefrance.fr)

- Les Français et le tabac : l'enquête DePICT redémarre, 1^{er} septembre 2017

Comment les Français perçoivent-ils le tabac ? Certains comportements ont-ils évolué après l'introduction des paquets neutres et les campagnes anti-tabac de 2016 ? La deuxième vague de l'étude DePICT (Description des Perceptions, Images et Comportements liés au Tabac) va permettre

de répondre à ces questions.

[Source : INSERM](#)

- **Journée d'information sur les troubles causés par l'alcoolisation fœtale**, 15 septembre 2017
Ce colloque a été l'occasion de rappeler la toxicité de l'alcool pour le fœtus, et a permis aux familles, associations, réseaux, professionnels de santé et institutions de réfléchir collectivement sur cette problématique majeure de santé publique. Le programme et l'ensemble des présentations des intervenants de cette journée sont présentés.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

[Source : Santé publique France](#)



Actualité sanitaire

- **La faim dans le monde progresse de nouveau, mue par les conflits et le changement climatique**, 15 septembre 2017

Après une régression constante durant plus d'une décennie, la faim dans le monde progresse de nouveau touchant 815 millions de personnes en 2016, soit 11% de la population mondiale, selon le dernier rapport annuel des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale et la nutrition. Dans le même temps, de multiples formes de malnutrition menacent la santé de millions de personnes dans le monde.

[Source : OMS](#)

- **La FHF crée sa commission d'innovation paramédicale : CINPA**, 11 septembre 2017

La Fédération hospitalière de France a installé sa Commission d'Innovation Paramédicale sous la direction de Cécile KANITZER, conseillère paramédicale. CINPA est concrètement une première mise en œuvre de la clé de déverrouillage n°14 de la plateforme politique de la FHF : « Stimuler l'innovation paramédicale sous toutes ses formes ».

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- **Diversification de l'offre de médicaments pour les patients atteints de troubles thyroïdiens**, 15 septembre 2017

De nouvelles spécialités de levothyroxine arriveront d'ici 4 semaines sur le marché français. Cela permet de répondre aux besoins des patients présentant des effets indésirables persistants en lien avec la nouvelle formulation du Levothyrox.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)



Prévention sanitaire

- **Limiter son risque de cancer au quotidien**, 5 septembre 2017

Le ministère des Solidarités et de la Santé et l'Institut national du cancer diffusent une campagne d'affichage, dans l'objectif d'informer et inviter chacun à mieux connaître les gestes alimentaires quotidiens qui permettent de prévenir les cancers évitables. L'Institut et le ministère rappellent le poids de l'alcool et de l'alimentation dans la survenue des cancers.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- **Dépistage organisé du cancer du sein : un nouveau livret d'information pour s'informer et décider**, 13 septembre 2017

Dans le cadre de la modernisation du programme de dépistage organisé et de la proposition d'un suivi personnalisé pour toutes les femmes, l'Institut national du cancer publie un nouveau livret d'information qui répond aux principales interrogations liées à ce mode de dépistage.

[Source : INCa](#)



Recommandations sanitaires

- Otitte séromuqueuse de l'enfant : la HAS fait le point sur la pose des yoyos, 7 septembre 2017

L'otite moyenne séromuqueuse est une affection courante chez les enfants âgés de 6 mois à 12 ans. Si elle guérit en général spontanément, il arrive qu'elle expose l'enfant à une baisse de l'audition. Pour l'éviter, la pose chirurgicale sous anesthésie générale d'aérateurs transtympaniques dits « yoyos » est parfois proposée. La HAS a élaboré une fiche destinée aux professionnels de santé pour préciser les conditions préalables à leur pose.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Certificat médical de non contre-indication à la pratique du sport chez les enfants, suite au décret n°2016-1157 du 24 août 2016, mise en ligne 14 septembre 2017

Le HCSP recommande que le certificat de non contre-indication soit établi lors des examens systématiques de l'enfant, que les activités sportives pratiquées soient notées dans le carnet de santé, que des examens complémentaires ne soient demandés qu'en présence de signes d'appel, qu'un auto-questionnaire de santé spécifique de l'enfant soit établi après une évaluation de sa faisabilité et de sa pertinence. Le HCSP conseille que la période de l'adolescence fasse l'objet d'une vigilance particulière et que les examens médicaux de prévention soient réalisés au minimum tous les deux ans pour les adolescents.

[Source : HCSP](#)



AP-HP

- Bureau de la CME du 29 août 2017

Actualités de la CME - Charte des valeurs - Point d'étape sur les groupes stratégiques "oikéiosis" - Plan blanc - Projet médical des hôpitaux universitaires Pitié-Salpêtrière - Charles-Foix - Médiation - Structures médicales.

[Source : CME AP-HP](#)

- E-santé : un enjeu de formation, une approche multidisciplinaire, 8 septembre 2017

L'université Paris Diderot et l'AP-HP créent un Diplôme Universitaire (DU) dédié à la santé connectée qui s'adresse non seulement aux professionnels de santé mais à toutes celles et ceux qui s'intéressent à cette problématique. Les inscriptions sont ouvertes. Début des cours le 11 janvier 2018.

[Source : Site institutionnel AP-HP](#)



Organisation hospitalière

- Les établissements de santé - Édition 2017, 29 juin 2017

Synthèse des principales données de l'année 2015 disponibles sur les établissements de santé français. Les capacités et l'activité des hôpitaux et cliniques sont détaillées, ainsi que leurs disciplines spécifiques et leur personnel, médical et non médical. Des éléments de cadrage économique, financier et juridique sont également développés.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Projections d'activité hospitalière à l'horizon 2030, 11 mai 2017

Dossiers de la DREES n° 18 - Ce document présente les projections d'activité hospitalière de court séjour à l'horizon 2030, calculées à partir d'hypothèses construites avec un groupe d'experts, et tenant compte des évolutions démographiques à venir. Ces hypothèses s'appuient sur un meilleur

suivi en ville de certaines pathologies chroniques, des progrès techniques et des changements de pratiques dans certaines prises en charge hospitalières.

Source : Ministère des Solidarités et de la Santé

- Les urgences hospitalières, miroir des dysfonctionnements de notre système de santé, 13 septembre 2017

Ce rapport du Sénat formule 20 propositions concrètes. Ces propositions portent sur la généralisation des bonnes pratiques relevées dans certains services (mise en place de circuits courts de prise en charge, généralisation du recours à des gestionnaires de lits), sur l'évolution de la tarification hospitalière (mise en place d'un mode de financement incitant les services d'urgences à se recentrer sur les situations les plus graves), sur une amélioration des conditions de travail des équipes (meilleure prise en compte de la fonction d'accueil des soignants, création d'une spécialité d'infirmier urgentiste), sur le développement des possibilités de prise en charge non programmée sans avance de frais en ville (renforcement des centres de santé, élargissement des horaires de la permanence des soins ambulatoires (PDSA), meilleure valorisation des visites à domicile) et enfin sur le renforcement de la qualité de la régulation médicale (abandon du numéro 116 117, encadrement renforcé de la fonction d'assistant de régulation médicale).

Source : Sénat

- Négocier et mettre en œuvre les CPOM dans le secteur médico-social - Guide méthodologique d'appui à la contractualisation, 14 septembre 2017

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) est en cours de généralisation dans le secteur médico-social. Il représente un levier de transformation du secteur car il contribue à l'évolution de la gestion des établissements et services médico-sociaux, à une amélioration des parcours et de l'accompagnement des personnes sur les territoires, et participe à un véritable changement de culture pour les professionnels concernés. Dans ce contexte, l'ANAP a co-construit avec les Agences Régionales de Santé, les Conseils Départementaux, les organismes gestionnaires et les établissements et services médico-sociaux, un kit méthodologique d'appui à la mise en œuvre opérationnelle de la contractualisation.

Source : ANAP

- Recours à l'HAD dans les territoires, 13 septembre 2017

Afin de contribuer à améliorer le dialogue entre les établissements HAD et établissements MCO avec hébergement, l'ANAP a constitué avec la FNEHAD, un groupe de travail composé de professionnels d'établissements HAD et d'experts en analyse de données. Les travaux ont permis de proposer des indicateurs de performance du recours à l'HAD dans les territoires ainsi que des outils d'analyse des liens entre établissements MCO et HAD.

Source : ANAP



Professions sanitaires et sociales

- Une anthropologue à l'hôpital, 6 septembre 2017

L'anthropologue Marie-Christine Pouchelle s'est exprimée sur le malaise dont font l'objet les acteurs hospitaliers depuis quelques années. Pour elle, la perte de sens est un facteur de désenchantement significatif, liée à la rationalisation des pratiques mais aussi aux évolutions technologique et scientifique.

Source : cadredeante.com

- Universitarisation des formations en santé : le Cefiec en 1ère ligne, 13 septembre 2017

Après la parution du rapport intitulé « Pour une meilleure intégration des formations paramédicales à l'université : mise en œuvre des mesures 5, 6 et 13 de la Grande conférence de santé », le Comité d'Entente des Formations Infirmières et Cadres (Cefiec) a été reçu avenue Duquesne par le conseiller spécial chargé des questions de formations. Les 11 propositions proposées par le Cefiec constituent une base de travail sur laquelle il souhaite s'appuyer dans le cadre des futurs échanges avec les différents acteurs impliqués dans cette ambitieuse mutation.

Source : infirmiers.com

- **La stratégie pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**, 14 septembre 2017
Valérie PECRESSE a saisi le Ceser (Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile de France) sur le projet de Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI) qui définit les grandes orientations de la Région Ile-de-France pour les 5 prochaines années.

[Source : CESER](#)



Travail – Sécurité du travail

- **Construire une démarche qualité de vie au travail**, 11 septembre 2017
Les démarches de qualité de vie au travail reposent sur la reconnaissance de l'expertise des professionnels sur leur propre travail et sur leur capacité à identifier des marges de manœuvres et des moyens d'améliorer les organisations. La qualité de vie au travail n'est en aucun cas un projet autonome qui viendrait se surajouter à tous les autres déjà en place. Elle entre en résonnance avec les démarches d'amélioration de la qualité des soins. Les documents (démarche et outils) proposés ci-dessous ont été réalisés avec l'Anact et en partenariat avec la DGOS.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- **Dosimétrie des travailleurs : les résultats s'améliorent dans le domaine médical**, 13 septembre 2017

Les résultats de la surveillance de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants en secteur médical et vétérinaire s'améliorent d'année en année. C'est ce qui ressort du bilan 2016 de l'IRSN qui vient d'être publié.

[Source : thema-radiologie.fr](#)

- **Accidents d'exposition au sang : 2017 année de transition**, 15 septembre 2017

Les AES sont parmi les accidents du travail les plus fréquents en milieux de soins. Ils peuvent être responsables de la transmission de maladies infectieuses. Des séroconversions ont ainsi été documentées dans la surveillance nationale des contaminations professionnelles par le VIH, le VHC et le VHB conduite par Santé Publique France (ex InVS) et transférée au GERES à compter du 1er mai 2017.

[Source : infirmiers.com](#)

- **Sanitaire et social : réduire la charge physique de travail**, 8 septembre 2017

L'INRS publie une nouvelle brochure : Méthode d'analyse de la charge physique de travail pour le secteur sanitaire et social (ED 6291). Trois questions à Laurent Kerangueven, expert en prévention des troubles musculo-squelettiques à l'INRS.

[Source : INRS](#)

- **MOOC : impAct de la décision sur la santé et sécurité au travail**, 7 septembre 2017

L'INRS, l'Ecole IMT Atlantique et la Carsat Pays de la Loire vont lancer du 6 novembre au 19 décembre 2017 une sixième session de cours massif ouvert à tous en ligne (MOOC) et gratuit : impAct de la décision sur la santé et sécurité au travail.

[Source : INRS](#)



Questions sociales – action sociale

- **Les niveaux de vie en 2015**, 12 septembre 2017

En 2015, en France, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 300 euros annuels, soit un montant légèrement plus élevé que celui de 2014 en euros constants. Dans le haut de la distribution, les niveaux de vie repartent à la hausse après plusieurs années de baisse, l'augmentation étant particulièrement marquée pour les plus aisés. Dans le bas de la distribution, les niveaux de vie stagnent à l'exception du premier décile dont l'augmentation compense le léger repli de l'année

précédente.

Source : [INSEE](#)

- Lutte contre la fraude aux prestations sociales : à quel prix pour le droit des usagers ?, septembre 2017

Selon la Délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF), la fraude aux prestations sociales représente 3 % du montant total de la fraude détectée en 2015, soit 672,76 millions d'euros. La fraude aux prestations sociales apparaît également moins importante que ne l'est le non-recours aux droits. Par ailleurs, elle concerne un faible nombre des bénéficiaires. Par exemple, en 2016, la caisse nationale d'allocations familiales estime que la fraude a concerné 0,36% des allocataires.

Source : [Documentation française](#)

- L'articulation des temps parental et professionnel au sein des couples, 14 septembre 2017

Dares n° 58 - Parmi les parents « biactifs » de jeunes enfants, six sur dix travaillent tous les deux en journée, du lundi au vendredi. Une faible durée d'activité et des horaires asynchrones, qu'ils soient choisis ou subis, permettent aux parents de disposer de davantage de temps auprès de leur(s) enfant(s). Aussi, bien que les horaires décalés soient plus souvent alternants et moins flexibles que des horaires ordinaires, ils favorisent la garde parentale.

Source : [Ministère du travail](#)

- Violences conjugales : 109 femmes et 29 hommes décédés en 2016, 6 septembre 2017

L'étude nationale sur les morts violentes au sein du couple a été publiée le 2 septembre 2017. En 2016, 138 personnes sont décédées, victimes de la violence de leur partenaire ou ex-partenaire (conjoint, concubin, pacsé, amant, petit ami) contre 143 en 2014 et 136 en 2015.

Source : [vie-publique.fr](#)

- Mieux protéger et accompagner les enfants co-victimes des violences conjugales, mise en ligne 12 septembre 2017

Source : [onpe.gouv.fr](#)

- Plan interministériel de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux enfants, mise en ligne 13 septembre 2017

Source : [onpe.gouv.fr](#)

- L'accès à la santé des enfants pris en charge au titre de la protection de l'enfance : accès aux soins et sens du soin, mise en ligne 13 septembre 2017

Source : [onpe.gouv.fr](#)

- Domiciliation des personnes sans domicile stable, 11 septembre 2017

La domiciliation permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable de disposer d'un justificatif de domicile et d'une adresse pour recevoir du courrier et surtout pour accéder à leurs droits et prestations ainsi que remplir certaines obligations.

Source : [Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Crise migratoire : quel accueil des migrants en Europe, 7 septembre 2017

L'accueil des migrants qui traversent la Méditerranée demeure un défi majeur pour l'Union européenne (UE). Le 28 août 2017, la France a accueilli un mini-sommet consacré à la question de la gestion et du contrôle des flux migratoires en provenance d'Afrique. Le 6 septembre, la Cour de justice de l'UE a rendu une décision attendue sur la relocalisation des réfugiés.

Source : [vie-publique.fr](#)

- Evolution de la prestation de compensation du handicap (PCH), 31 août 2017

Ce rapport s'appuie sur un groupe de travail. Après avoir rappelé les textes qui organisent la prestation et les principales données chiffrées, la mission estime que l'évolution des limites d'âge et la création d'une aide à la parentalité au sein de la PCH constitueraient des pistes d'amélioration majeures. Parallèlement, le rôle des fonds de compensation mériterait d'être clarifié et certains textes amendés pour faciliter la mise en commun de la PCH en cas d'habitat partagé. Au-delà, la mission a étudié les marges -relativement étroites- d'amélioration de l'efficacité de la prestation.

Source : [IGAS](#)

- L'accueil des personnes âgées en établissement : entre progression et diversification de l'offre, 11 septembre 2017

Dossiers de la DREES n° 20 - Fin 2015, les établissements d'hébergement pour personnes âgées, au nombre de 10 600, proposent près de 752 000 places d'accueil. Si le nombre de structures est en lente progression entre 2011 et 2015 (+1,1 %), leur capacité d'accueil s'est accrue plus rapidement (+4,5 %).

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- En Île-de-France, les retraités perçoivent une pension supérieure de 23 % à la moyenne nationale, 13 septembre 2017

Etudes et résultats n° 1023 - Fin 2012, les retraités de droit direct représentent 21,6 % de la population française..

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Cumul emploi-retraite : deux personnes sur trois travaillent à temps partiel, 7 septembre 2017

Etudes et résultats n° 1021 - En 2016, 478 000 personnes travaillent tout en percevant une pension de retraite. En moyenne, près de la moitié de ces cumulants ont 64 ans ou moins, contre seulement moins d'un retraité non cumulant sur cinq. Ils sont également plus diplômés et neuf sur dix d'entre eux travaillaient encore juste avant de percevoir leur retraite, contre les deux tiers des retraités non cumulants.

[Source : Ministère des Solidarités et de la Santé](#)

- Simplifier notre système de retraite : le Sénat donne le coup d'envoi au débat sur la réforme systémique des retraites, 7 septembre 2017

Le rapport d'information apporte un éclairage inédit sur l'ensemble des actions de simplification menées par le GIP Union retraite depuis sa création en 2003, au premier rang desquelles le droit à l'information retraite.

[Source : Sénat](#)



Société

- Formation : la politique en faveur du développement de l'apprentissage, 13 septembre 2017

L'apprentissage est une priorité affichée par les pouvoirs publics. Si de nombreux efforts ont été faits pour augmenter le nombre de contrats d'apprentissage, les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs. L'apprentissage continue de souffrir d'une image négative, malgré son ouverture aux diplômés de l'enseignement supérieur et ses résultats en matière d'insertion professionnelle.

[Source : vie-publique.fr](#)

- Formation universitaire : des retombées toujours importantes mais très différentes selon les domaines d'études, 12 septembre 2017

Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur augmente rapidement, avec des retombées très importantes pour les individus et les contribuables. Il ressort d'un nouveau rapport de l'OCDE que les universités ne proposent pas toujours les domaines d'études qui offrent les meilleurs débouchés professionnels, et que les individus ne choisissent pas toujours les filières les plus prometteuses

[Source : OCDE](#)

- La santé des étudiants : une enquête de l'OVE, 12 septembre 2017

L'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) a publié, le 5 septembre 2017, les données relatives à la santé des étudiants issues de l'enquête nationale "Conditions de vie des étudiants".

[Source : vie-publique.fr](#)

- Crainte et expérience réelle du jugement dans l'accès au soin, 13 septembre 2017

Les Français se sentent-ils à l'aise avec leur médecin ? Ont-ils parfois peur d'être jugés ? En ont-ils déjà fait l'expérience ? Cela a-t-il des répercussions sur leur accès au soin ? L'enquête réalisée par BVA pour Zava, acteur de la téléconsultation, fait le point sur la situation et le ressenti des Français à ce sujet.

[Source : BVA](#)

- Rapport d'information fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable sur la couverture numérique du territoire, septembre 2017

Malgré le consensus sur l'importance du numérique, et la mise en place par les pouvoirs publics de programmes dédiés, le déploiement des infrastructures reste inégal sur le territoire. Face à ces questions stratégiques, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable a organisé une table ronde réunissant l'Agence du numérique, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, et plusieurs opérateurs privés. Le rapport rend compte des échanges de cette table ronde.

[Source : Documentation française](#)

